COMMUNICATION

LA PRÉSIDENTE FRANÇAISE DU CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE

Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères et le secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé des affaires européennes, ont présenté une communication relative à la présidence française du Conseil de l'Union européenne.

La France exercera la présidence du Conseil de l'Union européenne du 1^{er} janvier au 30 juin 2022. Après les présidences portugaise puis slovène en 2021, la France ouvrira le trio de présidences qu'elle forme avec la République tchèque et la Suède.

Il s'agira pour la France, membre fondateur de l'Union européenne, de sa 13^{ème} présidence du Conseil mais de la première depuis l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne le 1^{er} décembre 2009.

Comme pour tout État membre de l'Union européenne qui l'exerce, il s'agira pour la France d'une responsabilité très importante :

- une responsabilité d'abord institutionnelle : vis-à-vis des autres États membres, puisque la présidence est là pour porter les positions du Conseil et défendre ses intérêts ; vis-à-vis des autres acteurs majeurs que sont, dans la vie de l'Union européenne, le Parlement européen et la Commission européenne, avec lesquels la présidence en exercice est en lien constant notamment pour les travaux législatifs;

- une responsabilité politique aussi, puisqu'une présidence a pour mission de faire avancer les dossiers à l'ordre du jour et de faire progresser l'agenda stratégique européen arrêté par le Conseil européen, et qui se décline en particulier dans le programme de travail annuel de la Commission européenne.

La présidence française interviendra à un moment singulier au regard du contexte européen et international qui appelle une action toujours plus résolue et efficace des Européens : crises dans notre voisinage immédiat, crise du multilatéralisme, crise climatique, etc. Cette nouvelle donne devra être pleinement prise en compte.

Dans ce contexte, la France entend saisir pleinement cette occasion essentielle pour contribuer à faire avancer l'Europe. En effet, à l'heure où ne cessent de se multiplier les défis mondiaux (sanitaires, environnementaux, démocratiques, sécuritaires, etc.), il est essentiel de continuer à démontrer la pertinence de l'échelon européen et à redonner confiance dans la capacité de l'Europe à préserver à long terme les choix de société et à peser dans le monde. Il y a aujourd'hui une aspiration à une Europe plus solidaire et plus souveraine à laquelle il faut répondre. Une Europe qui s'affirme comme un espace citoyen de cultures partagées, où se développe une identité riche des diversités mais assise sur des principes et des valeurs communes. Une Europe

qui exploite toutes les potentialités de la relance économique et de la transition écologique et numérique.

La présidence française du Conseil pourrait donc se construire selon les mots clés : « relance, puissance, appartenance ».

Sur cette base, la présidence française articulera son action autour de deux axes : d'une part, le travail législatif qu'il est souhaité faire aboutir en 2022, en cohérence avec les objectifs politiques de la France, par exemple en matière de régulation du numérique, d'ambition climatique et sociale ; d'autre part, les chantiers lancés pour bâtir l'Europe de demain, au travers de la Conférence sur l'avenir de l'Europe, dont les travaux seront conclus au premier semestre 2022. Cette conférence devra permettre de proposer aux Européens un projet de société pour la génération à venir. L'enjeu est de définir quel modèle nous entendons construire et quel imaginaire commun nous voulons développer. Il faudra s'interroger sur ce que cela signifie d'être européen et aborder les questions d'identité et de culture. Tout au long de l'année 2021, un volet national de la conférence mettra les citoyens au cœur du dispositif. Le ministère des relations avec le Parlement et de la participation citoyenne aura, à cet égard, un rôle de premier plan à jouer.

Pour bien conduire cette présidence, il est essentiel de bien s'y préparer dès maintenant et de mettre en place une organisation précise et rigoureuse.

A cette fin a été mis en place, à Paris, sous l'autorité du Premier ministre, un secrétariat général de la présidence française du Conseil de l'Union européenne, qui assurera une fonction de coordination logistique, labellisera les événements organisés en France par la société civile en marge de la présidence et assurera la communication. La ville de Strasbourg, capitale européenne, sera centrale dans les événements de la présidence française. En particulier, elle accueillera les moments les plus emblématiques de la Conférence sur l'avenir de l'Europe.

En parallèle, le travail de définition du programme de la présidence française est engagé sous la coordination du Secrétariat général des affaires européennes, en lien étroit avec le ministère de l'Europe et des affaires étrangères et les autres ministères. Ce travail se fera avec la représentation permanente auprès de l'Union européenne, qui présidera l'ensemble des enceintes préparatoires des conseils des ministres et conduira les négociations avec les autres Institutions, en premier lieu le Parlement européen.

Enfin, un comité culturel sera prochainement mis sur pied, autour de la ministre de la culture et du secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé des affaires européennes, qui aura pour mission de faire vivre l'Europe partout en France à partir de l'année 2021, qu'il s'agisse de spectacle vivant (théâtres, festivals, concerts), de création visuelle et littéraire, d'audiovisuel (partenariats avec le service public) ou de débat d'idées, y compris sur les réseaux sociaux et les grandes plateformes.